



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher**

Parçay-Meslay, le 15 MARS 2021

Le Directeur régional

à

Monsieur le préfet de Loir-et-Cher
PETE
Place de la République
BP 40299
41000 BLOIS Cedex

Objet : Installations classées pour la Protection de l'Environnement – Société VALCANTE – UIOM et centre de tri de Blois – Déclaration de changement d'exploitant – Demande d'autorisation d'augmenter le tonnage annuel des déchets incinérés – Actualisation du montant des garanties financières – Diminution de l'apport de déchets industriels banals en provenance de départements situés hors région Centre-Val de Loire

Réf : Courriers de l'exploitant du 14 octobre 2020 et du 26 février 2021

Pl : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Avec présentation au Conseil départemental de l'environnement, des risques
sanitaires et technologiques

Par demande en date du 14 octobre 2020, la société VALCANTE a déclaré le changement d'exploitant des installations, sollicité de monsieur le préfet de Loir-et-Cher l'augmentation du tonnage de déchets entrants pour incinération et actualisé le calcul du montant des garanties financières pour l'usine d'incinération d'ordures ménagères et déchets assimilés et le centre de tri de déchets issus de collectives sélectives situés 161 avenue de Châteaudun sur la commune de Blois.

49bis rue Laplace
41000 BLOIS
Tél. : 02.54.74.98.80.
Mél : uid37-41.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr
www.centre-val-de-loire.developpement-durable.gouv.fr



Par courrier en date du 26 février 2021, la société VALCANTE s'est engagée, dans le cadre de la prise en compte des orientations du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD), à supprimer l'apport de déchets industriels banals en provenance de l'Yonne et de la Nièvre et à limiter les apports de déchets industriels banals en provenance de la Vienne à 3 000 tonnes par an.

Le présent rapport rend compte de l'examen du dossier accompagnant la demande et du courrier de l'exploitant et expose nos propositions que les suites qu'il convient de leur donner.

1) Situation administrative

1.1. Présentation de l'établissement

L'Unité de Valorisation Énergétique (UVE) localisée à Blois est exploitée dans le cadre d'une convention de délégation de service public entre le syndicat VAL-ECO, propriétaire de l'installation, et la société SUEZ RV Énergie au travers de la société VALCANTE.

VAL-ECO est un syndicat mixte intercommunal qui effectue le traitement des déchets du Blaisois, et de collectivités situées alentour, au niveau de l'usine VALCANTE, composée d'un centre de tri de collectes sélectives et d'un incinérateur avec une unité de valorisation énergétique.

1.2. Situation administrative

Le site a fait l'objet des actes administratifs suivants :

- **Arrêté préfectoral n° 97-2772 du 4 septembre 1997** autorisant la société ARCANTE à exploiter une usine d'incinération de déchets ménagers et assimilés et un centre de tri de déchets triés issus de collectes sélectives ;
- **Arrêté préfectoral n° 97-3799 du 3 décembre 1997** imposant à la société ARCANTE la réalisation de mesures annuelles des dioxines dans les émissions à l'atmosphère de l'installation qu'elle exploite ;
- **Arrêté préfectoral n° 98-3025 du 17 septembre 1998** imposant à la société ARCANTE des prescriptions relatives aux émissions à l'atmosphère de l'usine d'incinération des déchets ménagers et assimilés qu'elle est autorisée à exploiter ;
- **Arrêté préfectoral n° 00-1836 du 31 mai 2000** autorisant la société ARCANTE à incinérer dans son installation des déchets d'activités de soins ;
- **Arrêté préfectoral n° 00-4315 du 8 décembre 2000** autorisant la société ARCANTE à incinérer des farines animales ;
- **Arrêté préfectoral n° 01-1048 du 27 mars 2001** autorisant la société ARCANTE à incinérer des déchets provenant de collectivités situées hors du département de Loir-et-Cher ;
- **Arrêté préfectoral n° 01-2914 du 6 juillet 2001** autorisant la société ARCANTE à procéder à l'incinération de 350 tonnes de boyaux ;
- **Arrêté préfectoral n° 03-0630 du 27 février 2003** imposant la réalisation de certaines mesures des rejets atmosphériques et la mise œuvre d'une étude technico-économique de mise en conformité ;

- Arrêté préfectoral n° 04-1678 du 30 avril 2004 imposant notamment la mise en conformité de l'usine d'incinération de déchets ménagers et assimilés exploitée à Blois par la société ARCANTE par rapport aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 ;
- Arrêté préfectoral n° 2007-25-6 du 25 janvier 2007 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 30 avril 2004 précité ;
- Arrêté préfectoral n° 2011-216-0014 du 4 août 2011 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 30 avril 2004 précité ;
- Arrêté préfectoral n° 41-2018-07-17-004 du 17 juillet 2018 portant modification de l'origine géographique des déchets admis sur le site ARCANTE à Blois.

Le site relève des rubriques en autorisation suivantes :

- 3520.a) et b) : Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou de co-incinération des déchets : pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure, pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour ; l'ensemble représentant une capacité journalière de 264 tonnes ;
- 2770 : Installation de traitement thermique de déchets non dangereux avec une quantité maximale annuelle de déchets incinérés de 90 500 tonnes ;
- 2771 : Installation de traitement thermique de déchets dangereux (co-incinération de déchets d'activités de soins à risque infectieux avec les déchets non dangereux) avec une quantité maximale annuelle de déchets d'activités de soins à risque infectieux incinérés de 6 000 tonnes ; ces 6 000 tonnes sont incluses dans le tonnage annuel autorisé de 90 500 tonnes ;
- 2791.1 : Installation de traitement de déchets non dangereux (pressage en balles des déchets triés) ; avec une capacité de 15 tonnes par jour.

2) Présentation de la demande

2.1. Changement d'exploitant

La société SUEZ RV Énergie est l'attributaire du nouveau marché de concession de service public pour l'exploitation de l'UVE et du centre de tri. Une nouvelle société dédiée a été créée tel que le prévoit le contrat et s'est substituée à la société SUEZ RV Énergie. Celle-ci porte le nom de VALCANTE.

Ainsi, en application de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, la société demande le changement d'exploitant, au profit de la société VALCANTE, des activités auparavant exercées par la société ARCANTE à compter du 1^{er} juillet 2020.

2.2. Augmentation de la production et de la performance énergétique

En accord avec le projet de développement énergétique du nouveau contrat de concession de service public (3^{ème} réseau de chaleur urbain, réseau de vapeur aux industriels), la société SUEZ RV Énergie souhaite développer la production énergétique avec une augmentation de vapeur à hauteur de 19 tvapeur/heure par ligne d'incinération.

Il est à préciser que ce nouveau contrat de délégation de service public a été évoqué à la Commission de Suivi de Site (CSS) du 5 novembre 2019 (pour mémoire, il n'y a pas eu de CSS en 2020), ce contrat prévoyant une augmentation (non chiffrée) du tonnage de déchets à incinérer prenant en compte les

nouvelles modalités de collecte du syndicat VAL-ECO, en particulier au niveau des collectes sélectives et ce, en application de l'extension des consignes de tri introduites par le PRPGD.

Ce projet d'augmentation de tonnage sera introduit dans le bilan annuel de l'année 2020 (chapitre relatif aux évolutions envisagées pour l'année 2021) et présenté à la CSS lors de sa prochaine réunion.

Cette augmentation de production de vapeur permettra la valorisation complémentaire de 3 200 MWh en production électrique et de 8 700 MWh en production de chaleur sur les réseaux de chaleur.

L'usine est actuellement autorisée pour une capacité de traitement annuelle de 90 500 tonnes incinérées (arrêté préfectoral du 4 août 2011). Cette capacité est répartie sur 2 lignes de traitement de capacité horaire unitaire de 5,5 tonnes/heure (soit un total de 11 tonnes/heure) et pour une durée de fonctionnement de 8 200 heures par an et par ligne.

Les tonnages complémentaires identifiés pour cette augmentation de la performance énergétique correspondent à un besoin local de traitement des déchets ultimes en provenance de communautés de communes voisines (Bléré Val de Cher et Touraine Est Vallées en Indre-et-Loire) qui sont actuellement traités en ISDND et de l'arrêt prévisionnel d'une UVE voisine (Vernou en Sologne en Loir-et-Cher).

Cette augmentation de capacité permettrait de privilégier la valorisation énergétique des déchets vis-à-vis de l'enfouissement en ISDND, en conformité avec la Loi de Transition Énergétique pour une Croissance Verte (LTECV) et la hiérarchie des modes de traitement.

La demande consiste donc en une augmentation de la production de vapeur à 19 tonnes/heure par ligne et une augmentation de la capacité annuelle d'incinération à 95 500 tonnes répartie sur les 2 lignes de traitement d'une capacité horaire unitaire de 5,8 tonnes/heure (soit au total 11,6 tonnes/heure).

De ce fait, l'augmentation de la capacité horaire du site est de 0,6 tonne/heure.

2.3. Actualisation des garanties financières

Une proposition de constitution de garanties financières a été adressée le 24 décembre 2013 à monsieur le préfet de Loir-et-Cher par la société ARCANTE pour un montant de 189 806,29 € TTC.

Considérant que les conditions d'exploitation sont inchangées, seule l'actualisation des coefficients et index a été réalisée par la société VALCANTE.

Ainsi, le montant actualisé proposé par la société VALCANTE est de 196 247,73 € TTC.

2.4. Diminution du tonnage de déchets importés de départements situés hors région Centre-Val de Loire

La région Centre-Val de Loire prévoit, au travers du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD), pour les déchets non dangereux (OMr, DAE, DBTP) de :

- tout d'abord prioriser l'acceptation des déchets produits en région dans les installations régionales de traitement, tout en respectant le principe de proximité et en limitant le transport en distance ; les flux de déchets sont donc permis au sein du territoire régional entre les 6 départements de la région Centre-Val de Loire ;
- puis permettre l'import de déchets dans les installations régionales d'incinération et de stockage des déchets, pour les déchets en provenance des départements limitrophes au département d'implantation de l'installation de traitement concernée, dans la limite des capacités existantes.

L'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 août 2011, réglementant les activités exercées sur le site de Blois, limite, en son article 15.2, les apports de déchets industriels banals en provenance de la Vienne, de l'Yonne et de la Nièvre, départements non limitrophes au Loir-et-Cher, à 10 000 tonnes par an.

Par courrier du 26 février 2021, la société VALCANTE s'est engagée, dans le cadre de la prise en compte des orientations du PRPGD à supprimer les apports en provenance de l'Yonne et de la Nièvre et à réduire les apports en provenance de la Vienne à 3 000 tonnes par an et de limiter exclusivement ces apports aux seuls refus de centres de tri de collectes sélectives.

3) Impacts sur l'environnement

3.1. Pollution de l'air

Selon l'exploitant, l'augmentation de la capacité de traitement de 90 500 tonnes/an à 95 500 tonnes/an entraînera une augmentation du débit des fumées de l'ordre de 5 à 10 % et, par conséquent, une augmentation des flux du même ordre de grandeur.

Au regard des résultats des 2 dernières années (flux très inférieurs aux valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral), les flux prévisionnels resteront conformes aux limites autorisées.

L'augmentation de capacité n'aura pas d'impact sur la conformité des rejets atmosphériques. Le traitement des fumées actuel n'est pas modifié et est adapté pour traiter les déchets complémentaires et tendre vers la performance énergétique souhaitée pour l'usine.

3.2. Pollution des eaux et des sols

L'augmentation de la capacité de traitement n'aura aucune influence sur les risques de pollution des eaux et des sols.

Il convient de rappeler qu'aucun effluent liquide issu du traitement des fumées n'est rejeté. Les effluents sont évaporés dans la tour d'atomisation avec l'injection de lait de chaux.

3.3. Bruit

L'augmentation de la capacité de traitement n'aura aucune influence sur les émissions sonores des installations.

3.4. Trafic routier

L'augmentation de la capacité de traitement n'aura qu'une faible influence sur le trafic routier entrant et sortant.

Le trafic actuel (centre de tri et UVE) est aujourd'hui de l'ordre de 69 camions par jour (pour mémoire, il était estimé à 80 camions par jour dans le dossier ayant abouti à l'arrêté préfectoral du 4 août 2011).

L'augmentation du tonnage de déchets entrants engendrera la réception d'un camion supplémentaire par jour en entrée de site.

3.5. Déchets

Les déchets produits par l'UVE sont de deux sortes : les mâchefers (17 % du tonnage entrant) et les REFIOM (3,4 % du tonnage entrant).

Compte-tenu du fait que la qualité de ces résidus est liée à la qualité des déchets entrants qui restera inchangée, l'augmentation de la capacité de traitement entraînera une augmentation proportionnelle des quantités produites (de l'ordre de 5,2%).

La totalité de ces résidus sera valorisée et/ou traitée en filières agréées, sur les mêmes filières que celles actuellement mises en place sur le site : valorisation matière pour les mâchefers et installation de stockage de déchets dangereux pour les REFIOM.

4) Risques accidentels

L'augmentation de la capacité de traitement n'apporte pas de risque supplémentaire à l'exploitation étant donné que les principaux risques de l'UVE sont liés à :

- l'incendie au niveau de la fosse, des trémies, des fours, du traitement des fumées, des installations électriques et des stockages d'hydrocarbures ;

Il n'y a pas de changement des installations dans le cadre de la demande.

- l'explosion au niveau de la fosse et des fours (si présence d'objet interdit), des chaudières (surpression) et du réseau de gaz ;

En ce qui concerne une surpression au niveau des chaudières, une étude confirmera les travaux prévus dans le cadre du nouveau contrat en regard de la production de vapeur. Les travaux résultant des études précédemment menées seront réalisés (dévésiculeurs ballons chaudières, pressostats et soupapes de sécurité, ligne de désurchauffe, évaporateurs, tuyère admission turbine HP). Une requalification des chaudières sera effectuée. Au regard des travaux et contrôles prévus, le risque associé à une surpression au niveau des chaudières n'est pas modifié dans le cadre de la demande.

- le déversement accidentel de produits (fuel, huiles, produits de traitement des fumées, d'eaux) ou l'épandage de résidus (mâchefers, REFIOM) ;

Il n'y a pas de changement des installations dans le cadre de la demande.

Selon l'exploitant, le projet ne présente pas de modification significative des risques accidentels.

5) Analyse de l'inspection

5.1. Changement d'exploitant

En application de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, le changement d'exploitant est soumis à une nouvelle autorisation préfectorale.

Au regard de cet article, la société VALCANTE, venant en remplacement de la société ARCANTE, est à considérer comme un nouvel exploitant.

Les éléments fournis par la société VALCANTE, établissant les capacités techniques et financières de l'entreprise, correspondent à ceux prescrits par cet article.

En conséquence, l'inspection des installations considère qu'il convient de donner une suite favorable à la déclaration de changement d'exploitant de la société VALCANTE.

5.2. Augmentation de la production et de la performance énergétique

Au regard de l'article R. 181-46-1 du code de l'environnement, l'augmentation du tonnage annuel de déchets à incinérer, soit 5 000 tonnes, ainsi que l'augmentation de la capacité horaire, 0,6 tonne pour les 2 lignes, ne sont pas à considérer comme substantielles et n'entraînent pas de dépassement du seuil IED (3 t/h) de la rubrique 3520.a de la nomenclature.

Il n'y a pas non plus de nouveaux dangers ou inconvénients significatifs (activité déjà autorisée et relevant déjà de l'application de la directive IED).

Dans son courrier du 3 février 2021, le conseil régional de la région Centre-Val de Loire ne formule aucune objection à l'encontre de ce projet et souligne que *« ce projet favorisera donc l'amélioration des performances énergétiques et donc la valorisation des déchets entrants »* en précisant *« qu'une bonne partie de ces déchets serait ainsi détournée du stockage, lieu de leur destination actuelle, participant ainsi au respect de la hiérarchie des modes de traitement inscrit dans le SRADDET »*.

Cette demande est donc compatible avec les objectifs du PRPGD de la région Centre-Val de Loire.

En conséquence, l'inspection des installations considère qu'il convient de donner une suite favorable à la demande déposée par la société VALCANTE de porter de 90 500 tonnes à 95 500 tonnes le tonnage annuel de déchets incinérés sur le site.

5.3. Actualisation des garanties financières

Une proposition de constitution de garanties financières a été adressée à monsieur le préfet de Loir-et-Cher le 24 décembre 2013. Cette proposition n'a pas fait l'objet d'observation de la part de l'inspection des installations classées.

En application de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, la société VALCANTE, venant en remplacement de la société ARCANTE, doit ainsi constituer de nouvelles garanties financières.

Le nouveau montant proposé par la société VALCANTE de 196 247,73 € TTC répond à cette obligation par une actualisation des coefficients et index, les conditions d'exploitation étant inchangées.

En conséquence, l'inspection des installations considère qu'il convient d'acter le montant proposé par la société VALCANTE.

5.4. Diminution du tonnage de déchets importés de départements situés hors région Centre-Val de Loire

L'arrêt de la réception de déchets en provenance des départements de l'Yonne et de la Nièvre et la limitation à 3 000 tonnes par an de déchets importés du département de la Vienne affichés par la société VALCANTE rentre dans le cadre de l'application des préconisations du PRPGD qui vise à prioriser en région Centre-Val de Loire le traitement des déchets issus de son territoire.

En conséquence, l'inspection des installations considère qu'il convient de donner une suite favorable à la demande déposée par la société VALCANTE de réduire à 3 000 tonnes le tonnage annuel de déchets importés du département de la Vienne et de limiter exclusivement ces apports aux seuls refus de centres de tri de collectes sélectives.

6) Conclusion - Propositions

Compte tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de Loir-et-Cher, pour l'usine d'incinération et le centre de tri des déchets issus des collectes sélectives situés 161 avenue de Châteaudun à Blois, de :

- acter le changement d'exploitant au bénéfice de la société VALCANTE ;
- considérer favorablement la demande de la société VALCANTE de porter à 95 500 tonnes par an le tonnage de déchets entrants pour incinération ;
- réduire à 3 000 tonnes le tonnage annuel des déchets industriels banals en provenance du département de la Vienne et de limiter ces apports aux seuls refus de centres de tri de collectes sélectives ;
- acter le montant des garanties financières ;

L'inspection des installations classées propose également à monsieur le préfet de Loir-et-Cher de notifier à la société VALCANTE l'arrêté préfectoral complémentaire correspondant, dont un projet est joint au présent rapport, après avoir recueilli préalablement l'avis des membres du CODERST.

L'inspection des installations classées invite aussi monsieur le préfet de Loir-et-Cher à réunir rapidement la CSS de façon à ce que cet arrêté préfectoral soit porté à la connaissance de celle-ci.

L'inspecteur de l'environnement

Vu transmis avec avis conforme

Pour le Directeur,

Le Chef du Service
Risques Chroniques et Technologiques